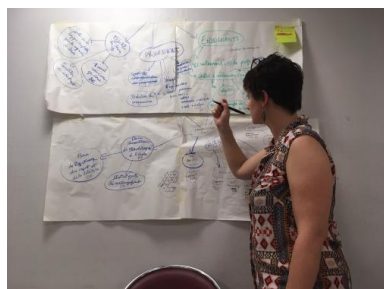


Des «gilets jaunes» s'essayent à la démocratie délibérative, pour sortir de la nasse

PAR MATHILDE GOANEC
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 16 JUIN 2019



À Gennevilliers le 15 juin 2019. © MG

Depuis la mi-juin, des assemblées délibératives rassemblent « gilets jaunes » et sympathisants du mouvement, de manière simultanée, dans plusieurs villes de France. Ils réfléchissent ensemble à la rédaction de « propositions de loi citoyennes ». Une manière d'entretenir « un petit bouillonnement » démocratique et de réunir les multiples groupes locaux encore vaillants, isolés par la décrue des manifestations.

Ils s'étaient promis de tenter le coup et ont réussi, avec beaucoup d'huile de coude, de petites fâcheries et à peine « 4 000 balles » en poche, comme le rappelle l'un des animateurs. Après avoir lancé une plateforme concurrente au grand débat (*lire notre article ici*), les « gilets jaunes » initiateurs du **Vrai Débat** organisent leurs premières assemblées, pour faire émerger des « propositions citoyennes de lois », élaborées de manière délibérative.

Samedi 16 et dimanche 17 juin, celles-ci se sont donc tenues à Toulouse, Carpentras, Aix et Gennevilliers, et ont pris le relais d'un premier round organisé à Lille,

Avignon et Marseille, avant que la balle ne rebondisse dans une semaine à Nanterre, Brest, et pourquoi pas Commercy.



À Gennevilliers, le 15 juin 2019. © Mathilde Goanec

À chaque fois, et dans chaque ville, entre quinze et quarante personnes travaillent sur deux jours en simultané sur le gros millier de propositions ayant été le plus plébiscitées sur la plateforme du Vrai Débat, qui en a collecté au bout de quelques semaines de mise en ligne 25 000, étayées par 93 000 arguments et un million de votes.

Petit Poucet face à la machinerie qu'a pu constituer le grand débat officiel, cette plateforme créée par les gilets jaunes se vit depuis sa naissance comme une riposte au processus lancé par Emmanuel Macron en janvier dernier, et souhaite coller le plus possible aux canons de la Commission nationale du débat public (CNDP), évincée du grand débat. Sa présidente, Chantal Jouanno, a d'ailleurs appelé les garants de son institution à venir observer, de manière bénévole, les assemblées délibératives du vrai débat, sans grand succès.

À Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine, dès 9 heures le samedi matin, environ quarante personnes sont néanmoins rassemblées dans l'une des salles de la Bourse du travail de la commune, cachée au pied d'une tour. Les participants poursuivent le travail entamé à Lille, où des citoyens comme eux ont commencé à trier les propositions par thème, avant d'encoder le tout dans un fichier Excel, travail en partie abîmé la semaine passée par une tasse de café renversée sur un ordinateur... Les animateurs du vrai débat l'admettent bien volontiers : ils bricolent comme ils peuvent, avec les moyens du bord.

Ce qui n'empêche pas de prendre l'activité délibérative au sérieux. Sur le sol de la Bourse du travail de Gennevilliers, des enveloppes, portant les mots « éthique », « réforme des institutions », « organisation de la santé », « référendum » ou encore « agriculture et alimentation ».

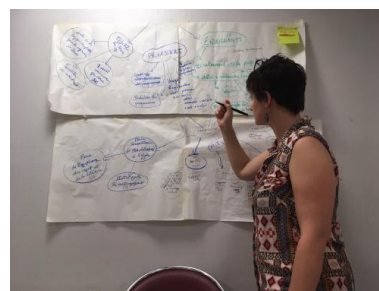
Ali a tiré un papier, qui propose de traiter avec plus de fermeté les mensonges des élus et s'interroge à haute voix : « *Je le mets dans éthique ou justice celui-là ?* » Un autre qui gère une proposition visant à mettre fin aux brevets sur le vivant, également hésitant, estime qu'il a quand même « *bien le droit* » de choisir l'enveloppe qui lui plaît le mieux. « *Ah non,* intervient Anthony Brault, co-fondateur de la Scop Le Pavé, spécialiste de l'éducation populaire, et l'un des deux animateurs bénévoles de la journée. *L'idée c'est justement de trouver du consensus !* »

Certains sont venus avec, accroché au revers de leur veste ou porté dans les cheveux comme une barrette, leur badge gilet jaune. Un seul a posé sa chasuble fluo sur le bord de sa chaise. Mais la plupart ont participé à au moins une manifestation des gilets jaunes, ou soutenu avec force le mouvement. Plusieurs sont même encore actifs dans leur QG localement, de part et d'autre de l'Île-de-France, et un peu moins de la moitié ont contribué directement à la plateforme mise en ligne. Et lorsqu'une proposition sur l'élevage animal apparaît, et qu'un participant propose benoîtement de la glisser dans l'enveloppe « *répression policière* », sous prétexte qu'on « *élève bien les poulets en batterie* », tout le monde réagit, en souvenir des violences subies ces derniers mois.

L'assemblée, peu avant 11 h du matin, est découpée en sous-groupes, chacun muni d'une enveloppe contenant désormais une ou plusieurs propositions. « *Ce que l'on va vous demander là, ce n'est pas, par exemple, de mettre en avant votre conception du référendum d'initiative citoyenne, à la différence de ce qui a pu être écrit par chaque contributeur sur Internet,* rappelle Anthony Brault. *Là, on a tout le corpus, il s'agit de rendre intelligible ce qui a*

été produit par d'autres, de transformer un coup de gueule ou un projet politique en un petit texte lisible pour tous. »

Christophe, Chantal, Elsa et Jean-Baptiste travaillent sur l'éducation. Ils cartographient la masse d'idées proposées à l'aide de marqueurs et d'une grande feuille de papier. Programmes, enseignements, orientation, les ronds s'accumulent et les flèches partent dans tous les sens. Aucun d'entre eux ne se connaissait avant ce matin. « *Je ne suis ni militant syndical ni politique, mais j'ai participé à peu près à une manif sur trois depuis le début du mouvement,* raconte Jean-Baptiste, jeune informaticien dans la banque. *Mais le processus démocratique m'intéresse beaucoup alors je me suis inscrit.* » Le travail avance sans peine.



À Gennevilliers le 15 juin 2019. © MG

Dans le petit groupe constitué autour du sujet de la Sécurité sociale, la discussion a pris rapidement un tour plus polémique, autour de la fraude aux allocations familiales. « *C'est trop facile de faire quinze mômes et de vivre avec ça, alors que toi quand t'es en burn-out, on vient te faire chier avec ton arrêt maladie* », clame Muriel. Daniel, près d'elle, issu du même groupe de gilets jaunes du Val-d'Oise, qui continue d'ouvrir une fois par semaine le péage de Saint-Witz, acquiesce, avant de nuancer : « *Moi, ce que je vois aussi, c'est qu'à côté de l'évasion fiscale, la fraude sociale, c'est peanuts. C'est comme les privilèges des élus, on en parle beaucoup, mais si tu regardes les sommes en jeu, c'est une goutte d'eau.* »

Daniel est venu de sa propre initiative à Gennevilliers, son groupe partant un peu « *en roue libre* ». « *C'est normal au bout de six mois, les gens s'engueulent, on a du mal à communiquer, certains veulent prendre le leadership. Moi, ce qui m'intéresse, c'est la dimension politique, le capitalisme est en train de tout détruire,*

il faut qu'on soit capable d'échanger entre nous, de proposer des alternatives. » Anthony Brault ne dit pas autre chose : « Les manifs, le vote, ce n'est plus trop mon truc. C'est pour ça que j'ai trouvé cette initiative d'assemblées citoyennes simultanée à la fois délirante et enthousiasmante, car elle permet de croiser la démocratie et le mouvement social. En hiérarchisant, en réfléchissant ensemble, nous allons créer un programme, politique, qui ne va pas remplacer le mouvement des gilets jaunes, mais qui pourra lui servir. »

Dans les faits, réfléchir à une sorte **d'exposé des motifs** d'une loi, à la manière d'un parlementaire, quand on a pour seul bagage son envie et le compagnonnage de trois inconnus, n'a rien d'évident. « *On essaye de savoir quel processus constituant on doit voter pour constituer une assemblée constituante, c'est dur !* » souffle Christelle. Finalement, son groupe se met d'accord, à force de lire les trois ou quatre pages de la proposition postée en ligne, sur un protocole simplifié en quatre points, aboutissant à

l'établissement « *d'une Constitution pour le peuple, par le peuple* ». Il leur reste encore une dizaine d'heures pour détailler.



© MG

Valérie l'avoue : elle aurait préféré être dans la rue, ce samedi, pour l'acte XXXI des gilets jaunes, où un rendez-vous à Bastille avait été lancé. « *Moi, je suis plutôt branchée manif. J'étais très hésitante ce matin avant de venir à cette assemblée.* »

Gilet jaune déterminée, la descente est difficile pour cette salariée d'une caisse d'allocations familiales en région parisienne, mobilisée collectivement si ardemment pour la première fois de sa vie. « *Le mouvement se transforme, il évolue, il faut réfléchir à la finalité, tout en restant dans l'action. Éventuellement à créer un parti, un programme ?* » Assise autour d'une table, à réfléchir avec quatre camarades de circonstance aux transports et à l'écologie, Valérie reste « *perplexe* » devant l'exercice.

Le sociologue Guillaume Gourgues, compagnon de route actif des gilets jaunes du Vrai Débat, au même moment en train d'animer l'assemblée de Carpentras, dans le Vaucluse, connaît les doutes des participants ainsi que le souci de légitimité qui taraude le noyau dur ayant monté l'initiative.

« *Quand tu te retrouves à 15 le jour J, c'est très frustrant pour des habitués des AG de gilets jaunes, bien plus fournies, par exemple à Toulouse. La logique*

assembléiste des GJ se fait beaucoup sur le nombre, et ils sont très soucieux de se compter. » Le chercheur rappelle cependant les chausse-trapes habituelles de la démocratie participative. *« Il y a une forte demande sociale, mais une participation intermittente. Parce que c'est bien différent de participer à une AG, à une conférence, à un meeting, de manifester, et de s'asseoir deux jours pour travailler sur un programme. C'est ingrat, dur et il faut polémiquer, on n'est plus dans la simple dimension de témoignage. »*

À Gennevilliers, Hélène Landemore, chercheuse en sciences politiques à l'université de Yale, est venue observer les échanges, sollicitée par le biais de **l'Observatoire des débats**. Ce groupement de chercheurs a pris en décembre dernier l'engagement de *« constituer un miroir indépendant des réunions publiques, des débats sur Internet et les réseaux sociaux, durant le temps du grand débat national »*. Après avoir, depuis les États-Unis, fait des allers-retours en France en début d'année pour observer son déroulé, la chercheuse suit la réunion alternative

du jour avec intérêt, tout en notant *« l'entre-soi »*, qui ne permet pas une assemblée réellement *« représentative »*.

« Le but, ce n'est pas d'être représentatif, même si on tient notre légitimité de la plateforme, son indépendance, le nombre de personnes qui y ont contribué, rappelle Guillaume Gourgues. Le but, c'est de se constituer en assemblée en même temps à divers endroits du territoire, ce qui est assez inédit. »

Il confirme une forme de surplage du mouvement des gilets jaunes, et la peur, traumatique, que rien n'en émerge. *« Les gilets jaunes ne veulent plus forcément aller en manif, sur les ronds-points on s'engueule, or ce truc-là permet de garder une espèce de bouillonnement au chaud. Et si le mouvement redémarre, on sera là, on aura gardé le feu et tout ça n'aura pas servi à rien. »*

En octobre, les assemblées citoyennes simultanées vont se poursuivre, plusieurs groupes locaux s'étant portés candidats pour les accueillir. Dans l'intervalle, une partie des gilets jaunes se retrouvera également les 28 et 29 juin, à Montceau-les-Mines en Saône-et-Loire, pour leur troisième assemblée des assemblées.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.